

Journal de Roubaix

TARIF D'ABONNEMENTS. — Roubaix-Tourcoing, le Nord et les départements limitrophes: Trois mois, 5 fr.; six mois, 9 fr.; un an, 16 fr. — Dans les autres départements et à l'étranger le port en sus. — Agence particulière à Paris, 26, rue Feytaud

Bureaux et Rédaction: Roubaix: 71, Grande-Rue. — Tourcoing, rue Carnot, 5

Directeur-Propriétaire: Alfred REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES: à Roubaix, aux bureaux du Journal, Grande-Rue, 71, ou à Tourcoing, rue Carnot, 5. — A Mons, chez M. H. L. L. rue de la Station. — A Paris et à Bruxelles, dans les agences de publicité. Le Journal de Roubaix est en vente dans les principales Librairies de France.

LA BANQUEROUTE des grandes réformes

Paris, jeudi, 26 juin 1902. Les crédits supplémentaires sont votés d'ordinaire au milieu de l'inattention générale. Le Gouvernement demande, et la Chambre accorde sans autre explication, bien qu'il s'agisse parfois de plusieurs centaines de millions. Les choses sont allées moins simplement aujourd'hui et le ministre des finances a dû prendre la parole. Il ne faut pas le regretter; il avait été bien fâché, au contraire, qu'il n'ait pas, tant les déclarations qu'il a faites présentent d'intérêt.

Tout d'abord, et avec une sincérité à laquelle il convient de rendre hommage, M. Rouvier a reconnu l'existence d'un déficit de 173 millions. Que notre Trésor fût en détresse, chacun en était convaincu, en dépit des démentis par trop intéressés de M. Caillaux et des affirmations obligées des candidats du gouvernement. L'aveu n'en est pas moins bon à retenir, mais il ne constitue qu'un point et un point secondaire, dans les déclarations de M. Rouvier.

De l'état critique de nos finances, M. Rouvier a tiré des conclusions qu'il importe de souligner; c'est d'abord la nécessité d'ajourner toute grande réforme pouvant avoir quelque répercussion sur le budget; c'est aussi la nécessité de renoncer, et pour longtemps, à tout projet tendant à modifier l'assiette de l'impôt.

Et voilà tout le programme du parti radical à terre! Il n'est pas jusqu'au service de deux ans, que ne condamne l'exposé des finances de M. Rouvier, puisque, d'après les calculs du général André, volontiers optimiste, la réduction du service militaire coûtera annuellement la bagatelle de 60 millions!

On! c'est bien tout le programme du bloc républicain que M. Rouvier a désavoué aujourd'hui; et, comme s'il avait craint que l'on se méprit sur le sens et la portée de ses déclarations, il les a accentuées; paraphrasant le mot du baron Louis, il s'est écrié: « Pour faire de bonnes finances, je le proclame bien haut, il faut une France qui soit forte, n'abandonnant rien de ses espérances, avec une armée puissante et nombreuse. »

Devant cette déclaration militariste, radical et socialiste se sont regardés ébahis, et, de leurs bancs, est parti ce cri: « C'est une trahison! »

Mors, M. Jaurès a vu le péril; il a vu les socialistes jetés hors de la majorité, et, politiquement, retors, il a préféré aller à Canossa, plutôt que se produire une scission dans le groupement actuel des partis, groupement dont, seuls, les socialistes tirent bénéfice.

Il s'est, lui aussi, prononcé contre tout projet de nature à compromettre l'intégrité nationale.

Et, de nouveau, l'accord a paru complet entre le Gouvernement et la majorité.

En réalité, il y a entre eux, un dissentiment profond. Et le ministre ne vivra que jusqu'au jour où les socialistes et les radicaux, talonnés par leurs électeurs, se rappelleront qu'ils ont inscrit, dans leur programme, les grandes réformes dont M. Rouvier a si allégrement prononcé aujourd'hui la condamnation.

A moins que les uns et les autres ne se résignent, tant le pouvoir a d'attraits! à la banqueroute des grandes réformes.

SARRAZANAS.

INFORMATIONS

LA LOI FALLOUX

Paris, 26 juin. — Deux bureaux du Sénat étaient convoqués aujourd'hui pour élire des membres de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Béraud, sénateur de Vaucluse, sur l'abrogation de la loi Falloux. Il s'agissait de remplacer MM. Combes et Vallé, défunts ministres. Dans l'un des bureaux, c'est M. Béranger, adversaire de la proposition de loi, qui a été élu en remplacement de M. Vallé. Dans l'autre, c'est M. Joseph Fabre, qui a été choisi pour remplacer M. Combes. Il s'agit de déclarer hostile au monopole universitaire et au stage obligatoire.

Le même jour, la commission a été nommée, il y a quelques mois, douze des membres désignés s'étaient déclarés favorables et six hostiles à l'abrogation de la loi Falloux. Aujourd'hui, par la nomination de MM. Béranger et Joseph Fabre, les commissaires favorables ne sont donc plus que dix contre huit hostiles.

LA CAISSE GÉNÉRALE DES FAMILLES

Paris, 26 juin. — Le tribunal de commerce a prononcé, en audience publique, la liquidation judiciaire de la Caisse générale des Familles.

Actuellement, l'actif accusé par la Société et déclaré au tribunal de commerce est de 28.574.082 francs, dont un passif, il est certain, de 29.802.530 francs. Ces chiffres ne sont qu'approximatifs et seront rectifiés par l'état de la situation qui sera lu le jour de la première réunion des créanciers, dont la date n'est pas encore fixée.

LE COMITÉ FÉDÉRAL DES MINÉERS PAS DE REUNION SPECIALE

Saint Etienne, 26 juin. — Consultés sur l'urgence d'une convocation des membres du Comité fédéral national des mineurs de France à Paris, les membres du Comité fédéral ont répondu en majorité à M. Cotte, secrétaire du Comité fédéral national, de ne pas changer la date antérieurement fixée, de façon à ne pas entraver les démarches actuellement soumise au Parlement.

A L'ÉCOLE DES MOUSSES

Brest, 26 juin. — Il y a quelques jours, on trouvait dans le sac de deux jeunes mousses à bord du rai-saun-école la Bretagne, un journal de bord contenant de violentes attaques contre les officiers, leurs

supérieurs. Les deux mousses furent licenciés aussitôt. Hier, en inspectant les sacs des novices, on découvrit une lettre signée très violemment de la Bretagne et brûlée avec tous les officiers le commandant, le capitaine de frégate Surcouf, oncle du député de Saint-Malo. Les deux novices ont été aussitôt arrêtés et mis en prison. Une enquête est ouverte au sujet de ces faits.

On pense que ces quatre jeunes anarchistes doivent faire partie d'une bande d'une douzaine de mauvais élèves.

UN GRAVE ACCIDENT

Un grave accident s'est produit hier à Boery à l'issue de l'inspection du 22^e de ligne. La voiture qui ramenait chez eux les généraux passés à la hauteur du régiment lorsque, effrayé par la musique militaire, le cheval s'emballa et renversa la voiture. Le colonel Julien a été blessé à la jambe et un capitaine a été blessé grièvement.

UN DRAME A PARIS

Paris, 26 juin. — Le nommé Étienne Mounier, peintre, âgé de 27 ans, demeurant rue Saint-Claude, a frappé sa femme d'un coup de bouteille au visage à la suite d'une discussion. Mounier a ensuite mis le feu à la chambre et s'est jeté par la fenêtre dans un sixième étage. Il a été relevé et transporté à l'hôpital, où il n'a pas tardé à succomber. Sa femme, âgée de 31 ans, a été grièvement blessée. Quant au commencement d'incendie, il a été rapidement éteint par les pompiers.

CONSEIL DE CABINET

Paris, 26 juin. — Les ministres se sont réunis, ce matin, en conseil de cabinet, au ministère de l'Intérieur, sous la présidence de M. Combes.

La loi sur les associations a été discutée. Il s'est entretenu des difficultés que soulève l'application de la loi sur le contrat d'association, difficultés provenant des interprétations contradictoires données à certains articles de cette loi par divers tribunaux.

La Cour de cassation a été saisie par le ministère public de pourvoi contre plusieurs décisions judiciaires.

Le Conseil, désirant que la jurisprudence soit définitivement établie avant l'examen par la Chambre des demandes d'autorisation, présentées par les congrégations religieuses, a chargé le garde des sceaux d'intervenir auprès de la Cour de cassation pour qu'elle statue dans le plus bref délai possible sur les points litigieux.

LES INTERPELLATIONS

Le Conseil s'est ensuite occupé des diverses interpellations inscrites à l'ordre du jour de la Chambre et notamment des interpellations de MM. Mirman et Binder, sur l'affaire Humbert, qui doivent être discutées vendredi.

DÉRAILLEMENT D'UN TRAIN

Niort, 26 juin. — Le train de voyageurs 741, train omnibus, parti ce matin à 6 heures 12 de Melle avec 700 voyageurs à bord, a déraillé à 29 entre les stations de Gellieur-Helle et de Melle.

Cet accident a été occasionné par un écartement de la voie sur une courbe. Sur les 23 voitures qui composaient le train, cinq seulement et les deux machines sont restées sur les rails. On compte 25 à 30 blessés dont un dizaine grièvement. Plusieurs wagons sont complètement brisés et leurs armoires sont dressées debout, montées sur les autres wagons. Les blessés les plus grièvement ont été transportés à l'hôpital de Melle.

Un train de secours est parti de Niort à 7 h. 17.

EXPLOSION D'UNE POUDRIÈRE

en Espagne

NOMBREUSES VICTIMES

Madrid, 26 juin. — Ce matin, à six heures, une terrible explosion s'est produite à la poudrière du camp militaire de Carabanchel, près de Madrid. Un effondrement a suivi l'explosion. De nombreuses victimes gisent sous les décombres. D'épais nuages de fumée ont couvert le camp pendant quelque temps. La détonation formidable a été ressentie dans tout Madrid. Dans les bas quartiers et dans les villages des alentours, des centaines de vitres et de glaces ont été brisées.

NOUVEAUX DÉTAILS

Madrid, 26 juin. — La poudrière qui a fait explosion se trouve à 8 kilomètres de Madrid.

C'était une petite poudrière, où l'on renferme les obus destinés aux exercices de l'artillerie. Un grand nombre de ces obus ont éclaté. Le nombre des victimes serait de 12.

Le roi s'est rendu sur les lieux de la catastrophe, où la Croix-Rouge donne des secours aux blessés. La secousse de l'explosion a été ressentie particulièrement au Palais-Royal, où plusieurs fenêtres se sont ouvertes violemment.

Dans la salle du trône, une porte, brisant ses verrous, s'est ouverte. Le roi a visité les blessés à l'hôpital.

Après avoir visité le lieu de la catastrophe, il est retourné au palais, où il présida le conseil des ministres. L'opinion générale est que la catastrophe est purement accidentelle.

Les victimes sont des soldats et un moineau qui se trouvait à 400 mètres de la poudrière.

LES CENT MILLIONS

L'AFFAIRE HUMBERT-CRAWFORD

Les Humbert seraient à Corfou

Les Humbert découverts

Une des rares personnes qui n'ont pas renié leurs anciens amis a affirmé à la Libre Parole qu'à leur départ de Paris les fugitifs se sont séparés en trois groupes.

Pendant que Mme Humbert prenait le train à la gare du Nord en compagnie de sa sœur, Marie Daurignac, et gagnait l'Angleterre, Louis Daurignac prenait le train pour l'Espagne, où le rejoignait son frère Emile.

Enfin, Frédéric Humbert et sa fille Ève montaient dans un rapide à la gare de Lyon et se rendaient à Bari, où ils séjourneraient une journée; de là, ils gagnent Brindisi, d'où ils s'embarqueraient pour Corfou, où ils sont installés depuis le 11 mai.

A l'heure actuelle, tous se sont joints à Corfou même, où ils se croient, avec raison, dans la plus grande sécurité.

LES ALIMENTS ARTIFICIELS

Paris, 26 juin. — La presse danoise célèbre, en ce moment, la fête de la presse civile.

A cette occasion, le président du conseil des ministres du Danemark a adressé une lettre personnelle à M. Bertholot, en le priant de traiter la question de la fabrication chimique des aliments.

L'illustre savant s'est exécuté et, dans un article magistral, qui semble un chapitre de Jules Verne, il déclare que, de même que nous préparons aujourd'hui une multitude de couleurs végétales, nous

obtiendrons des matières alimentaires plus saines, plus parfumées, d'une digestion et d'une assimilation plus promptes et plus faciles que les aliments naturels. Et il ajoute: On a fabriqué des aliments pour être entrepris, sur tous les points du globe et dans tous les climats même les plus désertiques, au lieu d'être, comme aujourd'hui, dans les localités favorables à notre agriculture naturelle.

LA MALADIE DU ROI D'ANGLETERRE

L'anxiété est toujours grande en Angleterre. Malgré l'optimisme des bulletins officiels, et du dernier entre autres, qui annonçait que le roi continuait à faire des progrès satisfaisants, l'incertitude règne sur la maladie, et certains renseignements, puisés à des sources généralement sûres, laissent dans l'esprit de la foule des craintes qui se manifestent par l'empressement fâcheux avec lequel les habitants se jettent sur les journaux ou se pressent devant les grandes affiches portant le bulletin de santé du roi.

On dit maintenant, et ce bruit n'est pas fait pour dissiper les alarmes, que l'opération n'aurait pas été faite mardi à midi, comme le disaient les bulletins officiels, mais à 6 heures 30 du matin. Les médecins auraient retardé l'annonce de l'événement jusqu'au moment où ils ont eu la certitude que l'opération avait réussi. Pour ne pas ajouter à l'angoisse du public, on lui laissant voir combien de temps ils étaient restés dans l'incertitude sur le résultat de l'intervention, ils auront décidé de tenir secrète l'heure à laquelle cette intervention s'est produite.

Ce bruit, et d'autres encore, aussi peu rassurants, trouvent écho auprès de beaucoup de personnes. Il convient pourtant de ne les enregistrer que sous de prudentes réserves et d'attendre les événements. On dit du reste que cette journée sera décisive quant à l'issue de la maladie. Nous connaissons donc bientôt le dénouement de ce coup de théâtre qui a si tragiquement frappé l'Angleterre en la personne de son roi.

Bulletins officiels

Le bulletin suivant a été publié à dix heures trente du matin: Sa Majesté a eu une nuit paisible et a pris quelque sommeil réparateur. Son état est meilleur à tous égards. Son état général est satisfaisant.

La blessure est également satisfaisante.

LISTER, TRÉVES, SMITH, BARLOW ET LAKING.

A deux heures cinq soir, on communique le bulletin officiel que voici: L'état du Roi est toujours satisfaisant.

TRÉVES, LAKING ET BARLOW.

Londres, 26 juin. — Les médecins ont signé ce soir, à six heures, le bulletin officiel suivant: Sa Majesté a passé une bonne journée et a pris de la nourriture. Elle est moins faible et sa température reste normale.

L'optimisme

Londres, 26 juin. — Tous les journaux se montrent satisfaits et optimistes sur le marche de la maladie du roi. C'est surtout le bulletin d'hier soir, onze heures, en termes moins ambigus que les précédents, qui les a incités à penser ainsi. Toutefois, on pense généralement que la période vraiment critique n'est point encore passée. D'après les uns, elle se prolongera demain; d'après les autres, il faudra attendre jusqu'à dimanche pour se prononcer.

La Westminster Gazette rapporte la déclaration suivante d'une éminente autorité chirurgicale: Nous pouvons maintenant avoir plus d'espoir à chaque heure gagnée actuellement est de la plus grande importance. On enlève, sans doute, les tubes peu à peu et l'abcès se résout peu à peu.

C'est ainsi que la blessure à la chance de guérir et pourra qu'il ne survienne aucune complication d'ici deux jours, la chance de guérison complète sera sensiblement plus rapprochée.

Lundi ou mardi, si tout va bien, les médecins seront en mesure de déclarer Sa Majesté hors de danger. Même après les premiers quarante-huit heures, il reste toujours le danger de péritonite, dont le symptôme le plus significatif serait une élévation de température.

Nous ne pouvons d'aucune façon dire encore: « Tout va bien. » Si les bulletins ne donnent pas la température, ni la respiration, ni le nombre des pulsations, c'est une discrète omission. Ces détails, une fois donnés, il faudrait en continuer la publication ou bien le public s'alarmerait.

Le Daily Express dit que si la maladie du roi se prolongeait, le prince de Galles serait désigné pour signer les documents d'Etat.

On critique les médecins

Après les émotions et la surprise des premiers jours, on commence enfin à se reprendre. On se rend froidement compte de la situation, on envisage sous ses pires éventualités, on en comprend toute la dramatique gravité.

Mais tant de soucis, tant de craintes, tant de pertes ne vont pas sans un peu de colère, et c'est sur les médecins du roi qu'on se venge à présent du dépit que cause la remise du couronnement.

Ils auraient pu, dit-on, préparer le pays à ce désappointement. Dès samedi, il était infiniment probable qu'en tous cas le roi n'en pourrait pas supporter les fatigues. On lui dit, on le prévient le coup de masse de mail, indiquant tout au moins qu'il était possible.

Certains disent qu'en opérant pas le roi immédiatement, dès vendredi, et en cherchant à lui permettre d'assister, coûte que coûte, au couronnement, les médecins ont compromis sa vie.

Et voilà les médecins devançant les heures émissaires! Ils auront beau se disculper par les raisons les plus évidentes et les plus convaincantes, affirmer qu'ils ne pouvaient intervenir plus tôt ni remettre à plus tard, ils n'y changeront rien. C'est à Lister qu'on s'en prendra, si quelque malheur arrive, comme on s'en est pris en Allemagne à sir Morell Mackenzie de la mort de Frédéric II.

Édouard VII et la mort

Il semble que la mort se fit un jeu macabre de menacer le roi Édouard VII, qui fut plusieurs fois effleuré par l'aile noire d'Azraël.

A New-York, en 1866, il fut l'objet d'un attentat d'un marin anglais aliéné; plus tard, à Compiègne, en 1893, il fut renversé de cheval par deux coré et si gravement contusionné que l'on craignait fortement pour sa vie. En 1871, la fièvre typhoïde le mit en grand danger. Enfin, à Bruxelles, il y a trois ans, l'anarchiste Sipido tira un coup de pistolet sur sa voiture.

Les distinctions honorifiques

Centralement à ce qu'on croyait, quelques-unes des distinctions honorifiques annoncées à l'occasion du couronnement ont été officiellement communiquées aujourd'hui.

Le roi a créé un nouvel ordre, appelé l'ordre du Mérite, qui a été conféré notamment aux généraux Roberts, Wolseley et Kitchener, aux amiraux Keppel et Seymour, aux savants Lister Kelvin et Raleigh, Lord Rothschild est nommé membre du conseil de l'ordre.

Parmi les compagnons de l'ordre du Bain, il faut

citer le colonel Harrington, représentant de l'Angleterre en Abyssinie.

Lord Milner est nommé viconte et le duc de Connaught feld-maréchal.

Le krach des victuailles

Le désastre financier dont nous avons parlé portera, dit-on, principalement sur les marchands de victuailles.

Billingsgate, marché de la viande, un boucher en gros estime à cinq millions de francs la perte subie du fait de l'ajournement du couronnement.

A Smithfield, marché du poisson, la consternation est générale. Plusieurs gros poissonniers se déclarent ruinés, le poisson ne pouvant pas se garder comme la viande. Songez donc que depuis plus de huit jours toutes les barques de pêche anglaises draguaient les fonds sur les côtes anglaises pour envoyer à Londres, les 25, 26 et 27, le poisson dont l'Angleterre est si friande! Des contrats ont été passés, il faut qu'ils soient tenus et les poissonniers qui doivent faire leçon à leur signature sont dans la désolation la plus profonde.

Pour vous donner une idée de la quantité de victuailles qui sont perdues, je vous dirai que le seul palais de Westminster envoi aux hôpitaux plus de 1,000 livres de saumon, 1,200 poulets et 2,000 livres de bœuf et de mouton, dont il ne pourra être fait usage, mais dont il n'a pas été possible d'empêcher la livraison.

Retour de la mission française à Paris

Paris, 26 juin. — La mission française envoyée au couronnement d'Édouard VII est arrivée hier soir à Paris. Le train qui la ramenait et qui devait arriver en gare du Nord à 9 heures 16 n'est entré en gare qu'à 9 heures 50 par suite d'un retard du paquebot. L'amiral Gervais, le général Dubois, M. Crouzier étaient en civil. Ils ont été, dès leur descente du train, très entourés par les journalistes, mais ils se sont refusés à faire connaître leurs impressions sur la gravité de la maladie du roi Édouard et l'impression causée à Londres par cet événement inattendu.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 26 juin 1902

Présidence de M. Bourgeois, président.

La séance est ouverte à deux heures.

DEMANDE D'INTERPELLATION

L'abbé Gayraud dépose une demande d'interpellation sur les suppressions de traitement infligées à divers membres du clergé.

Le président du conseil accepte l'interpellation et demande qu'elle soit inscrite à la suite des autres. Il en est ainsi ordonné.

LES PATENTES

M. Rouvier, ministre des finances, dépose un projet de loi sur la législation des patentes. Le projet est renvoyé à une commission spéciale.

LES INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES

M. Georges Berry dépose une proposition de loi tendant à interdire aux membres du Parlement de faire partie des conseils d'administration des sociétés financières.

LA CORRUPTION ÉLECTORALE

M. René Renoult pose une question au président du conseil. Il lui demande d'intervenir officiellement pour que le rapport sur le projet relatif à la corruption électorale soit déposé prochainement sur le bureau du Sénat.

M. Combes promet d'intervenir dans le sens indiqué par M. Renoult.

LES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de crédits supplémentaires.

M. Xavier Reille constate que le déficit avoué officiellement aujourd'hui est de beaucoup supérieur à celui qui déclarait non moins officiellement en mars dernier le précédent ministre des finances.

Ce sont les nécessités électorales de la défense républicaine qui suggèrent à M. Caillaux son optimisme. Aujourd'hui le ministre et le rapporteur déclarent qu'il ne faut rien dissimuler. Il les en félicite.

M. Reille se déclare favorable à la conversion proposée. Il n'y a qu'une conversion à laquelle il se refuse à croire, c'est à celle du ministre actuel des finances, à l'impôt progressif et global. (Applaudissements et rires).

DISCOURS DE M. ROUVIER

M. Rouvier, ministre des finances. — M. Reille m'a converti de fleurs. Je ne mérite pas plus les compliments qu'il a bien voulu m'adresser que mon prédécesseur ne mérite les critiques qui ont été présentées contre lui. Si M. Caillaux avait eu à déposer le projet actuel, il n'aurait pas présenté d'autres chiffres que ceux que je présente. Je n'ai fait que reprendre son projet.

M. Caillaux a fait ses évaluations, comme il l'entendait. En ce qui concerne le déficit, il a considéré que les garanties de fer ne constituaient pas une dépense au proprement dit. M. Reille a prétendu que le gouvernement avait signalé la situation comme grave; il a dit seulement qu'elle était digne d'attention.

Dans toute l'Europe, la Belgique exceptée, les nations ont des impôts, dans la réalisation de leurs recettes. Le responsable de la situation incombée en partie à la Chambre qui, renversant les rôles, pousse le gouvernement dans la voie des dépenses. (Vifs applaudissements à droite et au centre). C'est la Chambre qui a aggravé les dépenses.

L'extrême-gauche a l'oreille basse et ne dit mot. M. CROIZIER. — C'est aussi la loi des bossommes. M. ROUVIER. — Sans doute, elle y est pour quelque chose. Pourtant, cette loi était étudiée depuis trois ans. Voyez par là comme il est souvent dangereux d'innover. On peut estimer l'impôt dans son principe, mais il faut le respecter dans son rendement; il ne faut jamais perdre de vue les répercussions que peuvent avoir les pensées gouvernementales sur le budget.

Le centre et la droite arguent les socialistes. M. ROUVIER. — Sans doute. Il faut être de son temps et ne pas reculer devant certaines réformes; mais pour mettre à bien dans ce pays l'application du programme démocratique, il faut une armée puissante, nombreuse et entourée, afin que l'idée ne vienne à personne de troubler les expériences entreprises.

M. FIRMIN FAURE. — À toi Jaurès. M. LATHIER DE CLAYNY. — Prenez votre temps pour réformer, monsieur le ministre; ils ne sont pas pressés. M. ROUVIER. — Il faut une armée forte pour assurer l'indépendance de la France et la faire respecter.

M. BOUVIER. — Ce sont les adversaires de la République qui vous applaudissent. M. ROUVIER. — Il n'y a rien dans ce que je dis qui ne puisse être appliqué par tous les républicains et tous les Français.

M. MILLÉVOYE, aux socialistes. — Qu'est-ce qui vous empêche donc d'applaudir? M. LATHIER DE CLAYNY. — C'est le discours de M. Jaurès. M. XAVIER REILLE. — C'est la Commune. M. CHAUFFEMPS. — Il y a une partie du bloc qui applaudit M. Rouvier.

M. BOUVIER. — C'est une trahison. M. PRACHEY à M. Chauffemps. — Vous êtes un clerical! M. ROUVIER. — Je ne voudrais pas créer d'équivoque. J'entends diriger ma politique financière avec les républicains. Je suis un vieux serviteur de la démocratie. Si la confiance que vous m'accordez n'est que momentanée, ah! bien! je retournerai à mon beau sans remède.

Je fais appel à tous les républicains, à tous les Français, et je dis notamment à l'extrême gauche, aux esprits les plus sincères et les plus énergiques, je lui dis: Vous ne pouvez pas faire de réformes démocratiques sans avoir au milieu de l'Europe une prééminence solidement établie.

L'extrême-gauche est de plus en plus ahurie; elle ne sait si elle doit se fâcher ou se rengorger des compliments à double tranchant de M. Rouvier. Ce lui-ci poursuit:

J'appelle donc votre attention sur la nécessité de sérier les dépenses. Si nombreuses que soient les ressources de la France, elles ne sont pas indéfiniment extensibles; il n'est pas possible de tout entreprendre à la fois; ni les ressources financières, ni un génie financier ne suffirait à la tâche. Je demande votre confiance pour mettre nos finances à l'abri de toute surprise.

L'extrême-gauche est dans le marasme, ce qui amène les restes de la Chambre à ses dépens. M. LATHIER DE CLAYNY. — Quel grand ministre vous auriez fait sous Bonaparte; vous êtes un inconnu. (Hilarité).

Dependant M. Jaurès demande la parole. Nous ne pouvons laisser précéder, dit-il, qu'il y a un parti qui veuille faire des réformes sans assurer l'indépendance et la sécurité de la France.

M. LATHIER DE CLAYNY. — Vous allez à Canossa. Les socialistes furieux invectivent la droite et le centre.

Incident

M. Firmin Faure riposte. Ils le prennent à partie. M. GÉRARD-RICHARD lui crie: Allez à Rome! M. FIRMIN FAURE, debout. — Et vous à Berlin!

Les socialistes continuent d'invectiver M. Firmin Faure, qui leur tient tête avec énergie. M. WALTER. — Retournez en Algérie. M. FIRMIN FAURE. — M. Gérard-Richard à Berlin! à Berlin!

Les socialistes hurlent. — Je suis plus Français que vous, leur crie-t-il. Le président est, comme toujours, impuissant contre le tumulte, qui s'apaise de lui-même.

M. Jaurès poursuit, visiblement gêné. M. Rouvier, sans le vouloir sans doute, a permis à la droite de lui attribuer des sentiments de droite et au centre. Nous voulons que la France soit un grand peuple, mais nous nous unissons avec la France de la démocratie et de la Révolution française.

Mais si on n'avait pas vécu jusqu'ici dans le fanatisme et moi, d'avoir causé l'aggravation des dépenses militaires. Applaudissements frénétiques à l'extrême gauche, on n'aurait pas eu à voter cent millions pour les charges militaires nouvelles.

M. AUFRAY. — Qu'en pense M. Pel